

Une vision à l'horizon 2050 de l'électronucléaire français (18 novembre 2015)

Plusieurs de nos amis internautes se sont étonnés que nous n'ayons pas rendu compte de la vision de l'avenir du nucléaire français offerte par Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF, lors d'une récente rencontre avec la presse. Cette intervention était pourtant intéressante.

En présentant le Plan stratégique 2030 d'EDF, J-B Lévy a mis en valeur plusieurs prévisions qui apparaissent extrêmement nouvelles et courageuses dans le contexte actuel mais qui ressemblent furieusement à ce que nous prévoyions déjà il y a 10 et 15 ans, développement de l'éolien excepté :

- prolonger, grâce au grand carénage, de 40 à 60 ans la durée de vie du parc actuel de réacteurs (nous disions 50 ans en moyenne) ;
- renouveler le parc à partir de 2028-2030 (nous disions 2025) par 30 à 40 EPR NM (nous nous limitions à 30 et – ignorant les difficultés de construction intrinsèques à l'EPR – nous ne parlions pas de Nouveau Modèle).

Cette remarquable similitude ne retire bien sûr rien à la courageuse annonce de J-B Lévy.

Venant quelques jours après le bouclage du financement des deux premiers EPR anglais (Hinkley Point), le projet de prise de contrôle (fin 2016) de la branche réacteurs d'AREVA et l'annonce de vouloir doubler de taille en dehors d'Europe, notamment en ce qui concerne le parc renouvelable, ces orientations ont de quoi motiver l'ensemble du personnel d'EDF quelque peu déboussolé

- après le vote de la Loi de Transition Énergétique (arrêt prématuré de Fessenheim, plafonnement à 63,2 GWe de la puissance électronucléaire française et ramener à 50% à l'horizon 2025 la part nucléaire de l'électricité produite) ; et
- alors qu'approche la COP21 qui donne lieu, au moins en France, à un battage tonitruant de la part des tenants des énergies renouvelables.

A l'appui de ses déclarations J-B Lévy a souligné combien l'électricité est le meilleur moyen de lutter contre le réchauffement climatique et que l'électricité nucléaire resterait pour longtemps un des plus économiques moyens de produire de l'électricité propre.

Pour J-B Lévy le plafond de 63,2GWe est à la fois un plafond (Loi de Transition Énergétique) mais aussi un plancher auquel il convient de coller compte-tenu des avantages du nucléaire (production peu coûteuse et toujours disponible) et à la nécessité de répondre à des besoins croissants en matière de mobilité et de nouveaux besoins des consommateurs.

La presse nationale s'est interrogée : comment financer tout cela, grand carénage, nouveaux investissements et développement international ? J-B Lévy a reconnu qu'il faudrait sans doute, comme en Angleterre, chercher des partenaires qui en France devraient être français.

Quelques zélotes de l'anti-nucléaire systématique ont parlé d'aberration et de *nucléarite* malade de la part d'EDF.

Des grincheux ont fait valoir la grande cacophonie au sein de l'Etat entre EDF et l'ADEME, une stéréophonie d'autant plus discordante que le gouvernement restait silencieux !

D'autres enfin ont émis quelques doutes quant au plafond qui serait aussi un plancher, certains imaginant qu'EDF devrait peut-être revoir sa copie.

Mais *in petto* chacun a bien noté qu'à part le grand carénage qu'il devenait urgent de lancer il n'y aurait pas de grandes décisions gouvernementales à prendre avant 5 ou 7 ans puisque l'étude de l'EPR NM est déjà lancée.

Nous nous garderons bien de nous lancer dans une prospective hasardeuse pour apprécier combien d'EPR NM seront nécessaires, y aura-t-il 30, 40 ou 50 EPR NM en 2050 ? Cela dépendra bien sûr de la demande en électricité qu'il est bien difficile de prévoir si longtemps à l'avance.

Les tenants de la sobriété auront-ils vu juste ?

C'est fort improbable si on veut bien se rappeler que la réduction d'un facteur 4 entre 1990 et 2050 des émissions de gaz à effet de serre (loi de 2005) exige de réduire le recours actuel aux énergies fossiles de 80 Mtep, ce qui n'est pas accessible par de seules économies (sobriété et plus grande efficacité).

La demande augmentera-t-elle doucement mais sûrement sur une longue période comme le prévoit EDF?

C'est fort possible, plausible à tout le moins compte tenu de l'accroissement de la population et du développement des nouveaux usages de l'électricité.

Les énergies renouvelables pourront-elles, à elles seules, satisfaire tous les besoins dans le cas où les fossiles et le nucléaire seraient totalement effacés ?

A l'évidence non, ne serait-ce qu'en raison de leur intermittence, de leur coût et du fait que les énergies renouvelables sont techniquement incapables d'assurer l'équilibre à tout instant du réseau, point que beaucoup de bons esprits ignorent ou cachent .

Il y a donc tout lieu de penser que le recours à une source décarbonnée et peu coûteuse comme l'est l'énergie nucléaire s'avèrera incontournable.

Bernard Lenail